



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Order Prescribing the Maximum Total Amount for Agreements Involving Leases of Residential Property

Décret fixant le montant de la contrepartie globale maximale pour les accords relatifs à la location à bail d'immeubles résidentiels

SOR/98-474

DORS/98-474

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Order Prescribing the Maximum Total Amount for Agreements Involving Leases of Residential Property

1 Maximum Total Amount

2 Coming into Force

TABLE ANALYTIQUE

Décret fixant le montant de la contrepartie globale maximale pour les accords relatifs à la location à bail d'immeubles résidentiels

1 Contrepartie globale maximale

2 Entrée en vigueur

Registration
SOR/98-474 September 24, 1998

NUNAVUT ACT

**Order Prescribing the Maximum Total Amount for
Agreements Involving Leases of Residential Property**

P.C. 1998-1709 September 24, 1998

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Indian Affairs and Northern Development, pursuant to paragraph 73(2.1)(b)^a of the *Nunavut Act*^b, hereby makes the annexed *Order Prescribing the Maximum Total Amount for Agreements Involving Leases of Residential Property*.

Enregistrement
DORS/98-474 Le 24 septembre 1998

LOI SUR LE NUNAVUT

Décret fixant le montant de la contrepartie globale maximale pour les accords relatifs à la location à bail d'immeubles résidentiels

C.P. 1998-1709 Le 24 septembre 1998

Sur recommandation de la ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et en vertu du paragraphe 73(2.1)^a de la *Loi sur le Nunavut*^b, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le *Décret fixant le montant de la contrepartie globale maximale pour les accords relatifs à la location à bail d'immeubles résidentiels*, ci-après.

^a S.C. 1998, c. 15, s. 13(3)

^b S.C. 1993, c. 28

^a L.C. 1998, ch. 15, par. 13(3)

^b L.C. 1993, ch. 28

Order Prescribing the Maximum Total Amount for Agreements Involving Leases of Residential Property

Maximum Total Amount

1 For the purposes of paragraph 73(2.1)(b) of the *Nunavut Act*, the approval of the Governor in Council is not required if the maximum total amount that the Government of Nunavut must pay under agreements involving leases of residential property is less than \$15,000,000.

Coming into Force

2 This Order comes into force on September 24, 1998.

Décret fixant le montant de la contrepartie globale maximale pour les accords relatifs à la location à bail d'immeubles résidentiels

Contrepartie globale maximale

1 Pour l'application du paragraphe 73(2.1) de la *Loi sur le Nunavut*, l'agrément du gouverneur en conseil n'est pas nécessaire dans le cas des accords relatifs à la location à bail d'immeubles résidentiels dont la contrepartie globale maximale pour le gouvernement du Nunavut est inférieure à 15 000 000 \$.

Entrée en vigueur

2 Le présent décret entre en vigueur le 24 septembre 1998.